Fondation Jean Jaurès

Société

EN GUYANE, L'EXEMPLE DU JOURNAL DE CAMOPI POUR RÉINVENTER LA PRESSE

Océane Larsonneur

31/10/2025

Et si l'avenir de l'information passait par des médias ancrés au plus près des territoires ? Alors que la presse traverse une crise profonde, la Guyane invente ses propres réponses. Dans cette note de l'Observatoire des outre-mer de la Fondation Jean-Jaurès, réalisée avec la Maison de la photographie Guyane-Amazonie (MAZ), Océane Larsonneur, responsable des publics, revient sur l'expérience du *Journal de Camopi*, un média participatif, porté par l'association La tête dans les images, qui donne une voix aux habitantes et habitants de l'intérieur guyanais.

La presse écrite traverse aujourd'hui une crise profonde. L'effondrement de son modèle économique face aux géants du numérique, la baisse continue de la diffusion papier et l'érosion de la confiance du public fragilisent le rôle démocratique des médias traditionnels. Dans l'Hexagone, les titres nationaux comme régionaux cherchent de nouveaux équilibres entre rentabilité et mission d'intérêt général, souvent au prix d'une réduction de leur présence territoriale et d'un appauvrissement du pluralisme.

Dans les outre-mer, ces difficultés structurelles prennent une acuité particulière. L'insularité ou l'enclavement rendent la distribution de la presse coûteuse et aléatoire, tandis que les coûts d'impression y sont plus élevés qu'en Hexagone. L'accès au numérique est par ailleurs souvent inégal, accentuant la fracture informationnelle[1]. Ces contraintes alimentent un cercle vicieux, marqué par la raréfaction de la presse quotidienne régionale, la concentration des médias, mais aussi le sentiment d'invisibilité des réalités locales. À l'heure où la cohésion sociale est plus que jamais indissociable d'un accès équitable à l'information, l'espace médiatique ultramarin apparaît ainsi en danger.

Pourtant, face à ce constat, des initiatives citoyennes et culturelles viennent renouveler les formes du journalisme et répondre aux besoins d'ancrage territorial. C'est le cas en Guyane, et plus particulièrement à Camopi, commune isolée au cœur de l'Amazonie. Là, la Maison de la

photographie Guyane-Amazonie a lancé *Wayapuku Kapi – Le Journal de Camopi*, un média participatif conçu par et pour les habitantes et les habitants. À rebours de la logique descendante des grands médias, ce projet vise à documenter la vie locale, à valoriser les savoirs autochtones et à favoriser une circulation de l'information entre les communes de l'intérieur et celles du littoral. Cette initiative illustre la possibilité d'une presse de proximité adaptée aux réalités ultramarines, où l'information devient un levier d'émancipation et de reconnaissance collective.

La Maison de la photographie Guyane-Amazonie (MAZ)

Aujourd'hui, savoir décrypter et porter un regard critique sur les sollicitations visuelles innombrables qui nous entourent est un enjeu majeur de la citoyenneté. À l'heure du « tout image », un espace de sensibilisation à ce médium s'impose.

La Maison de la photographie Guyane-Amazonie (MAZ) occupe cet interstice avec ambition, contribuant à cultiver l'esprit critique et à former des citoyen·ne·s averti·e·s à la lecture d'images. Conçue comme un lieu d'expérimentation, elle offre un espace libre et sensible, ancré sur son territoire et ouvert sur le monde. Elle célèbre la diversité des regards et des discours, enrichissant le paysage culturel et offrant un terreau fertile pour l'épanouissement de la créativité photographique en Guyane et au-delà. Véritable acteur local et régional, la MAZ construit une communauté artistique dynamique et inclusive, moteur de cohésion sociale et de partage culturel.

La Guyane, carrefour amazonien et territoire pluriel

La Guyane est un territoire français et européen d'outre-mer situé en Amérique du Sud, entre le Brésil et le Suriname. Avec près de 84 000 km^2, elle constitue la plus grande région de France et est recouverte à 97% par la forêt amazonienne[2]. Elle abrite une biodiversité exceptionnelle et fait face à d'importants enjeux écologiques. Isolée géographiquement du territoire hexagonal, elle est aussi un carrefour culturel unique, marqué par la cohabitation de plus de 80 communautés issues d'histoires caribéennes, amazoniennes, créoles, businenges, hmong, amérindiennes, européennes et sud-américaines. La Guyane se distingue par une population particulièrement jeune (plus d'un·e habitant·e sur deux a moins de 25 ans)[3], ce qui place la transmission au cœur des enjeux sociétaux.

Parmi les communes les plus enclavées de Guyane figure Camopi, située à l'extrême sud-est du territoire, à la frontière avec le Brésil, le long du fleuve Oyapock. Accessible uniquement par voie fluviale ou aérienne, cette commune de plus de 1 900 habitant·e·s[4], répartis en une vingtaine de villages, illustre de manière exemplaire l'isolement de la Guyane intérieure. Sa population est

majoritairement composée de communautés autochtones Wayãpi et Teko, auxquelles s'ajoute une présence croissante de familles brésiliennes. Les habitant·e·s vivent principalement le long du fleuve et ont un mode de vie lié à la forêt, à la chasse, à la pêche et à l'agriculture sur abattis. Les Wayãpi et les Teko ont chacun leurs langues, leurs pratiques culturelles et leurs récits propres, mais partagent une histoire commune marquée par la colonisation, les politiques d'assimilation et les dynamiques missionnaires.

Camopi incarne ainsi un territoire frontalier à la fois isolé des grands centres urbains et traversé par des dynamiques transnationales, qu'il s'agisse de l'orpaillage illégal, de la circulation sur le fleuve ou encore des échanges culturels, qui complexifient encore sa réalité locale.

Cette situation n'est pas propre à Camopi : l'ensemble des communes dites de l'intérieur, qui couvrent la quasi-totalité du territoire guyanais, connaissent des conditions similaires. La population, en revanche, est massivement concentrée sur le littoral et le long des grands fleuves[5]. Éloignées du littoral, souvent dépourvues de routes et parfois accessibles uniquement par avion ou par pirogue, elles subissent un enclavement structurel dénoncé de longue date qui freine l'accès aux services publics, renchérit les coûts de transport et d'approvisionnement et accentue une distance non seulement géographique, mais aussi économique, numérique et sociale avec le reste du territoire. Dans ce contexte, l'information circule difficilement et les réalités locales peinent à trouver leur place dans l'espace médiatique régional et national.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Genèse du projet : un besoin né sur le terrain

Depuis 2019, la Maison de la photographie Guyane-Amazonie mène un projet de correspondance photographique entre la commune isolée de Camopi et des établissements scolaires de Cayenne, Rémire-Montjoly et Matoury. Cette initiative a permis de tisser des liens durables avec les habitant·e·s de Camopi, d'observer leurs réalités quotidiennes et d'identifier un enjeu majeur : l'absence de représentation fidèle et positive de la commune dans l'espace médiatique.

Ainsi qu'évoqué précédemment, Camopi, à l'instar de nombreuses communes de l'intérieur guyanais, souffre d'un isolement géographique important, entraînant de nombreuses conséquences logistiques et administratives, à commencer par des difficultés marquées d'accès aux services publics (éducation, santé, administration) et une dépendance importante en matière d'approvisionnement en biens de consommation.

À Camopi, comme dans toutes les communes isolées de la Guyane, l'information circule difficilement. L'accès à internet y est très limité, les connexions sont instables, voire inexistantes, limitant en cela l'accès aux médias numériques. La presse écrite n'est pas diffusée localement ou avec beaucoup de retard, les radios locales sont peu implantées et les journaux télévisés et autres contenus médiatiques sont parfois perçus comme éloignés des réalités locales, centrés sur l'actualité urbaine ou hexagonale, donc peu pertinents.

De plus, une grande partie de la population parle principalement les langues autochtones locales (wayãpi, teko), avec le français comme langue seconde. Camopi est également peu représentée dans les médias régionaux, sauf dans un contexte de crise (orpaillage, sécurité, conflits…). Cela alimente un sentiment d'invisibilité, plutôt que de marginalisation, dans le discours public en Guyane et en France hexagonale. Malheureusement, il existe peu ou pas de médias locaux dans les communes de l'intérieur.

Lorsqu'elle parvient à circuler entre Camopi et le reste de la Guyane, l'information est majoritairement produite depuis l'extérieur de la commune. Elle reflète rarement les réalités vécues localement et véhicule bien souvent une image partielle, voire stigmatisante, du territoire. À titre d'exemple, depuis le début de l'année 2025, seuls quatre articles ont été publiés sur la commune en huit mois dans le média *France-Guyane*. Aucun ne mentionne les initiatives positives portées localement : le séchoir mis en place sur le chantier d'insertion agricole Liane, la fabrication d'infusions par les salarié·e·s, le dernier marché communal, ou encore la construction d'un carbet communautaire[6] à Îlet Moula grâce à l'association Yapukuliwa, qui a pour vocation la transmission des traditions Wayãpi aux habitant·e·s de la commune de Camopi et notamment aux plus jeunes.

FRANCE-GUYANE

Un gendarme se suicide à Camopi

vendredi 20 juin 2025 - 16h23

Dans le bassin de la Camopi, la lutte contre l'orpaillage illégal progresse

mardi 28 janvier 2025 - 23h7

Dans le bassin de Camopi, la lutte contre l'orpaillage illégal progresse

mardi 28 janvier 2025 - 23h5

Lutte contre l'orpaillage illégal : un hélicoptère Puma lourdement endommagé lors d'une opération

samedi 4 janvier 2025 - 11h13

FRANCE-GUYANE

Lutte contre l'orpaillage illégal : opération Kapalu à Camopi

lundi 2 décembre 2024 - 17h6

Armée : Deux militaires de Camopi rapatriés au 3e REI par le Dragon 973

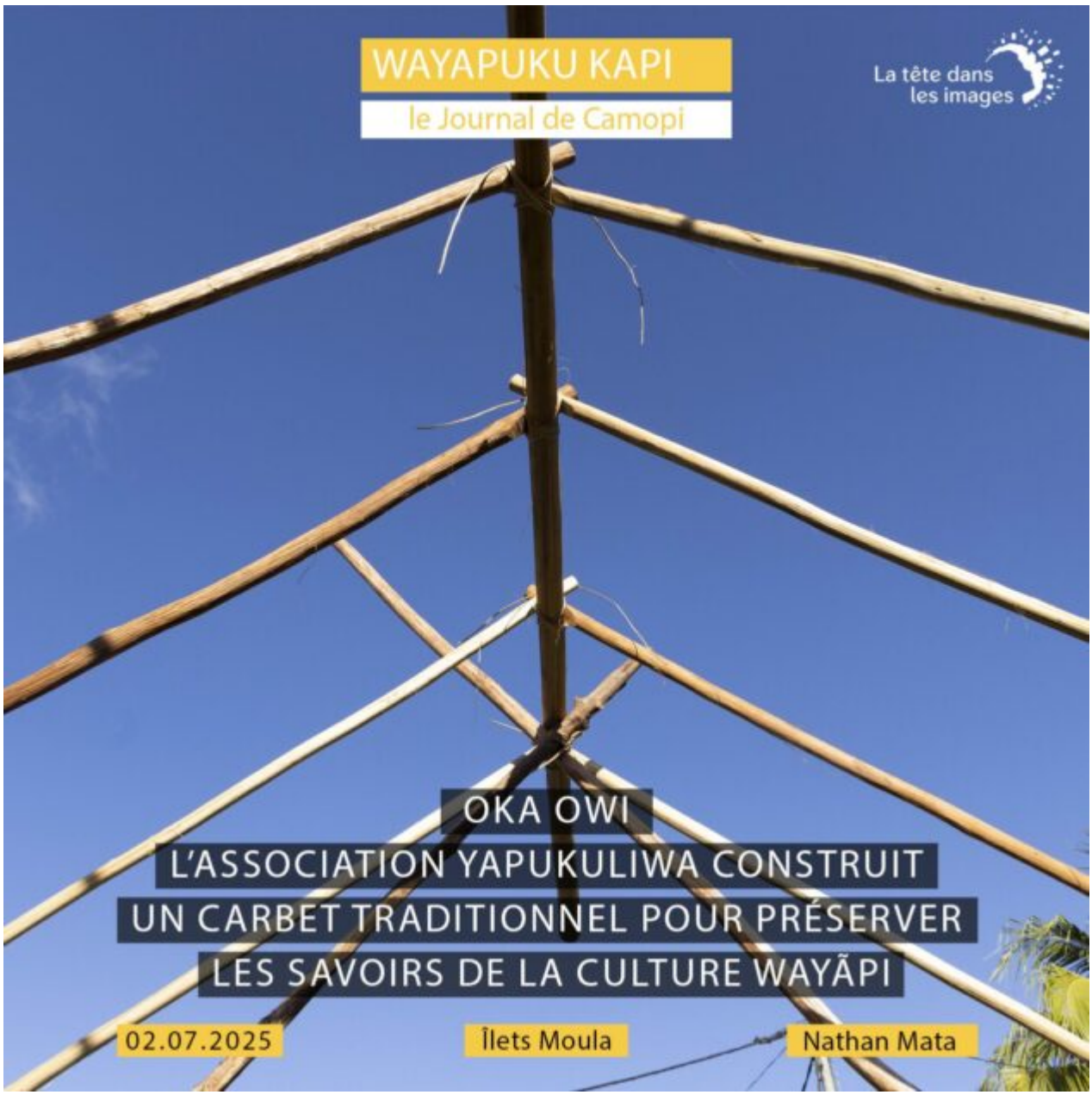
dimanche 3 novembre 2024 - 12h29

Sécheresse record : Les pouvoirs publics mobilisés pour empêcher une crise humanitaire

jeudi 31 octobre 2024 - 17h14

Un militaire accusé de violences ayant entrainé la mort acquitté par la cour d'assises de Cayenne

samedi 19 octobre 2024 - 12h6



Source : Le Journal de Camopi.

Face à ce constat, la MAZ a souhaité proposer un outil ancré localement : *Le Journal de Camopi*, un média participatif pensé comme un levier de valorisation, de documentation et d'émancipation.

Un média local, endogène et collaboratif

Le Journal de Camopi est un média de proximité, pensé et façonné par ses habitant·e·s. Il vit à plusieurs rythmes : au quotidien, grâce à un groupe WhatsApp et aux réseaux sociaux où circulent images et nouvelles ; régulièrement, à travers des articles et photographies réalisés lors de séjours sur place, avec le concours du photographe-reporter Ronan Lietar et de l'équipe de la Maison de la

photographie Guyane-Amazonie ; et, une fois par an, dans une édition papier gratuite qui rassemble les moments marquants.

Dès le lancement, le projet s'est construit avec la participation active des acteur·ice·s locaux/locales : habitant·e·s, associations, structures de santé et d'insertion, personnel communal, etc. Un premier séjour a été réalisé avec la journaliste Hélène Ferrarini et le photographe Ronan Lietar, afin de poser les bases d'un journalisme participatif adapté au contexte local. Hélène Ferrarini est une journaliste indépendante qui dédie une part importante de son travail à la Guyane française. Elle met en lumière des épisodes occultés de l'histoire coloniale, en s'appuyant sur des archives, des témoignages autochtones, et en expérimentant une narration multimédia entre livre, reportage et documentaire. Ses deux œuvres majeures[7] constituent des jalons importants dans la reconnaissance de la mémoire amérindienne en Guyane. Ronan Lietar est, quant à lui, un photographe-artiste engagé, dont le travail rend hommage aux habitant·e·s et à l'histoire de la Guyane. Son approche allie innovation visuelle (pixel art *in situ*, grands formats, couleurs naturelles) et engagement socioculturel. Il construit des récits visuels vibrants et participatifs, dévoilant une Guyane plurielle, vivant encore à travers ses habitant·e·s.

Le premier déplacement a permis de mettre en place des ateliers avec un groupe de jeunes, afin de leur faire découvrir comment produire de l'information, choisir des sujets pertinents et rédiger les premiers articles du *Journal de Camopi*. Lors des séjours suivants, l'équipe du journal s'est rendue directement auprès des habitant·e·s et des structures locales pour recueillir l'information à la source. Peu à peu, les habitant·e·s eux·elles-mêmes ont commencé à solliciter le journal pour valoriser une action ou un événement. Le choix des sujets se construit ainsi avec les communautés : ce sont elles qui transmettent les informations à travers des entretiens, tandis que l'équipe apporte un accompagnement technique, notamment pour la prise de vue qui vient documenter et enrichir chaque récit.

Un travail de médiation a également été mené en amont, marqué par une rencontre essentielle avec les chefs coutumiers Teko et Wayãpi. Reconnus par l'État comme autorités traditionnelles, ces derniers occupent une place centrale dans la vie communautaire : représentants légitimes de leur peuple, ils sont les interlocuteurs privilégiés des institutions et assurent un rôle de médiation en cas de conflits. Garants de la culture et des traditions, ils veillent à ce que toute initiative menée sur leur territoire respecte les valeurs de la communauté et ne porte pas préjudice à ses habitant·e·s. Ainsi, une association qui souhaite intervenir à Camopi doit obtenir leur validation préalable, condition indispensable pour inscrire un projet dans la continuité des savoirs et des pratiques locales.

Des rencontres ont également été organisées avec les élu·e·s et les partenaires locaux, afin de les sensibiliser à l'importance de créer et de diffuser une information issue de Camopi.

Un outil de transmission, de reconnaissance et d'émancipation

Le Journal de Camopi assume plusieurs fonctions essentielles. Avant tout, il donne à voir le territoire depuis l'intérieur. Il ne s'agit pas seulement de rapporter des faits, mais de faire entendre une parole souvent absente des circuits traditionnels, de raconter la vie quotidienne, les initiatives locales, les joies et les difficultés, avec la justesse d'un regard porté par et pour les habitant·e·s. En cela, il devient un espace de narration où chacun peut se reconnaître et affirmer sa place.

Le projet est aussi une école du regard. En initiant les habitant·e·s, et particulièrement les plus jeunes, aux pratiques de l'information, de l'écriture, de la photographie ou de l'interview, il les accompagne à comprendre comment une nouvelle naît, circule et façonne les représentations. Cette démarche, pensée pour le contexte autochtone, souhaite alimenter l'esprit critique et participer à un processus d'émancipation intellectuelle.

Le journal est également un outil de transmission culturelle. En donnant une place aux langues autochtones, aux récits de vie, aux savoirs traditionnels, aux gestes du quotidien et aux histoires orales, il contribue à préserver une mémoire vivante et à renforcer l'estime collective.

Source : Le Journal de Camopi.

Enfin, *Le Journal de Camopi* rétablit des ponts. Il ne parle pas seulement aux habitant·e·s de la commune, mais aussi au littoral et aux institutions, qui connaissent mal les réalités de l'intérieur. Grâce aux réseaux sociaux (Instagram et Facebook), ainsi qu'au groupe de diffusion WhatsApp et à la diffusion du *Journal*, les habitant·e·s du littoral peuvent rester informé·e·s sur l'actualité et le quotidien à Camopi. En diffusant des récits contextualisés, il favorise une meilleure compréhension mutuelle et tisse un lien durable entre des territoires trop souvent éloignés les uns des autres.

Défis logistiques et réalités ultramarines

Ce projet, bien que porteur d'une dynamique citoyenne forte, reste confronté à plusieurs obstacles structurels. L'éloignement, en premier lieu : se rendre à Camopi nécessite un long trajet par avion ou par pirogue depuis la commune de Saint-Georges de l'Oyapock, elle-même distante de trois heures de route de Cayenne. Une fois sur place, seuls les déplacements fluviaux permettent d'accéder aux différents villages. Les coûts de production, ensuite, représentent un autre obstacle, l'impression papier et la logistique étant particulièrement coûteuses sur le territoire. Les financements, enfin, car, malgré un intérêt marqué de la part des partenaires, la raréfaction des soutiens budgétaires, notamment dans le champ culturel, freine l'essor du projet.

Source : Le Journal de Camopi.

Perspectives : transmission, autonomisation, résilience

Malgré ces difficultés, *Le Journal de Camopi* poursuit plusieurs pistes d'évolution, parmi lesquelles celle visant la formation d'un jeune habitant de Camopi à la photographie, en l'accompagnant dans la création de son activité indépendante afin, notamment, de favoriser l'autonomie locale en matière de production d'information. Dans le prolongement de ce projet, le journal a également pour ambition de mettre en place des ateliers de vidéo et de montage à destination des jeunes, mais également de développer les traductions en wayãpi et teko, avec le soutien de traducteur·rice·s rémunéré·e·s et de renforcer la fréquence des éditions numériques, selon les moyens disponibles.

Source : Le Journal de Camopi.

Au-delà de ces développements, le journal s'inscrit dans une logique de résilience informationnelle : dans un territoire où l'accès à une information fiable et contextualisée est fragile, il constitue une réponse citoyenne à l'érosion du tissu médiatique. Il est aussi un outil de réappropriation culturelle

et politique, au service de la parole des habitant·e·s et de la construction d'une narration territoriale juste et inclusive.

Conclusion

Wayapuku Kapi – Le Journal de Camopi est plus qu'un média local. C'est un espace de transmission et d'expression. Une initiative similaire s'observe également du côté de Saint-Laurent-du-Maroni, à l'ouest de la Guyane, où le Pôle Image Maroni a créé *Chronique du Maroni*, un média de proximité en ligne, qui vise à renforcer l'accès à l'information locale, à former les habitant·e·s à la production médiatique et à encourager la participation citoyenne dans l'Ouest guyanais. Malgré les défis auxquels ils peuvent faire face, notamment en matière de financements pérennes, ces projets représentent une occasion unique pour les communes dans lesquelles ils ont émergé et pour leurs habitant·e·s, ainsi que pour le reste de la Guyane : celle de faire entendre les voix que l'on n'entend pas, sur un territoire que l'on regarde encore trop peu.

1. Olivier Pulvar, « La fracture numérique dans les outre-mer : état des lieux. Vers un droit opposable face à la fracture numérique ? », Université des Antilles, Pôle Guadeloupe, janvier 2024.
2. Jean-Marc Zulesi, Jean-Victor Castor, Clémence Guetté et Gérard Leseul, *Rapport d'information n°1924 sur l'aménagement et le développement durables du territoire en Guyane*, Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire, Assemblée nationale, novembre 2023.
3. Ibid.
4. D'après les chiffres du recensement de l'Insee en 2021.
5. Jean-Marc Zulesi, Jean-Victor Castor, Clémence Guetté et Gérard Leseul, *Rapport d'information sur l'aménagement et le développement durables du territoire en Guyane*, *op. cit.*
6. Un « Tukusipan » est un carbet traditionnel autochtone qui représente un lieu de rencontre, d'échange, d'accueil et/ou de fête dans les villages. C'est un lieu incontournable de la vie collective.
7. Hélène Ferrarini et Alexis Tiouka, *Petit guerrier pour la paix. Les luttes amérindiennes racontées à la jeunesse (et à tous les curieux)*, Matoury, Éditions Ibis rouge, 2017, et Hélène Ferrarini, *Allons enfants de la Guyane. Éduquer, évangéliser, coloniser les Amérindiens dans la République*, Toulouse, Éditions Anacharsis, 2022.